



Session transversale : « L'agilité métropolitaine »

Jeudi 11 juillet, 10h30-12h30 • DMS 1150 • Pavillon Desmarais (en parallèle)

Gouvernance des données et des connaissances au sein de la métropole en transition

Introduction / Contexte

La pandémie, la guerre en Ukraine, des ruptures des chaînes d'approvisionnement, le déferlement des outils d'intelligence artificielle et des crises consécutives ont révélés des limites du modèle actuel de développement urbain en mettant en évidence la fragilité des métropoles en tant que systèmes sociaux complexes. Nous avons ainsi besoin des nouveaux modèles d'urbanité, des façons d'habiter la ville, de créer et de gérer les ressources (alimentation, espace, énergie, etc.) pour rendre la ville plus résiliente. Dans le contexte de complexité, de volatilité et d'instabilité actuel, nous ne savons pas encore où chercher les réponses et qui peut les apporter : les institutions locales y compris les entreprises privées et les entrepreneurs, les universités, les acteurs informels, la société civile, les ONGs, les citoyens créatifs, etc. Dans un contexte d'incertitude, une des solutions passe par le processus collectif d'essais et d'erreurs (*collective trial-and-error process*), l'expérimentation et le test de solutions alternatives dans une dynamique d'innovation exploratoire et collaborative. Bref, les agglomérations ont plus que jamais besoin « d'agilité métropolitaine ».

Les politiques urbaines et métropolitaines fondées sur des données probantes (*evidence-based policy*) ainsi que sur la rationalité scientifique et technologique sont-elles en train de perdre leur légitimité ? Pourront-elles être renforcées par d'autres savoirs basés sur les connaissances informelles, sur des expérimentations, des communautés et des lieux (*experience-based policies, community based policy, place-based policies* : Grandadam, Cohendet, Suire, 2021) ? Dans ce contexte, la métropole s'observe, non seulement comme « machine de croissance » et d'attractivité s'inscrivant dans le modèle d'extraction néolibérale, mais aussi comme laboratoires sociaux et politiques d'où émergeraient des savoirs nouveaux, des solutions alternatives et des d'innovations qui préfigurent le monde de demain.

Dans ce contexte, les métropoles ne sont pas dépourvues d'atouts. Elles disposent d'écosystèmes de savoirs (institutions d'enseignement supérieur ; d'écosystèmes industriels ; de populations éduquées et diversifiées ; etc.) Comment mobiliser et utiliser les connaissances et les données disponibles ou créées au sein de ces agglomérations ? Comment orchestrer les flux et les échanges des connaissances entre les institutions et les acteurs (Mulgan 2007 ; Oosterlynck et al. 2013). Bref, comment favoriser l'émergence de l'agilité métropolitaine s'appuyant sur un nouveau mode de **gouvernance des données et des connaissances au sein de la métropole en transition** ? Les métropoles sont ainsi en concurrence non seulement en termes de croissance, mais aussi par rapport au développement de nouveaux modèles de vie urbaine en réponse aux défis actuels – sanitaires, écologiques, sociaux et militaires – qui atteignent maintenant des dimensions mondiales.

Exemples des thématiques des communications potentielles

La gouvernance métropolitaine des données et des connaissances

Dans quelle mesure les élus et les dirigeants métropolitains exploitent et absorbent les données et les savoirs générées par des institutions scientifiques (Observatoires, Instituts de recherches, Agences d'Urbanisme, etc.). Comment rendre les savoirs et connaissances produites par des institutions scientifiques plus inclusives et applicables ? Est-ce que des nouvelles approches méthodologiques, plus « démocratique », « collaboratives », et « inclusives » s'inscrivant dans la tradition de la recherche-action, voir les interventions sociologiques (Touraine 2010) peuvent-elles être une solution ? Comment trouvez le juste milieu entre la rigueur scientifique et l'engagement des acteurs non-académiques dans la production de savoirs ?

La métropole comme la source des innovations relatives aux nouveaux modes de vie en ville et des communs urbains (urban commons)

La métropole se développe à travers des grands projets d'aménagement structurants portés par des institutions publiques et des investisseurs mais, aussi, par des habitants des contributeurs actifs. Des innovations sociales peuvent émerger non seulement des lieux totem « décrétés » par les autorités municipales, voir métropolitaines mais aussi de lieux d'innovation ascendants, informels et dispersés sur le territoire métropolitain et fonctionnant en dehors du circuit institutionnel officiel. Comment et par qui des innovations sociales et sociétales sont générées dans des métropoles ? Comment analyser et comprendre l'écosystème d'innovation de la métropole et sa gouvernance ? Quels sont des principaux lieux d'innovation dans des métropoles ? Quelle place est occupée par des innovation sociales dans des écosystèmes d'innovation métropolitains ? Quelles sont des relations entre l'administration territoriale et les lieux d'innovation ? Est-ce que les autorités (métropolitaines, municipales) cherchent à identifier et absorber des innovations générées hors circuits classiques et les lieux qui leurs sont propres ? Quel flux des connaissances et des savoirs entre les institutions urbaines (*upperground*) et les lieux d'innovations informels (*underground*) ?

Des espaces informels (soft spaces) de dialogue territorial métropolitain : au-delà de la gouvernance métropolitaine

Le métropolisation n'opère pas seulement au niveau institutionnel se traduisant pas de nouvelle lois, organes de gouvernance et des structures institutionnelles. L'émergence de la métropole comprend aussi la transformation de la conscience collective, des références territoriales et des identités des élites locales ainsi que par ses habitants. Par conséquent l'émergence politique et institutionnel de la métropole n'est pas un processus linéaire et la coopération n'est pas automatique. Les turbulences métropolitaines (p.ex. Montréal entre 2000-2006, à Lyon après 2020) peuvent résulter d'un changement radical des règles de jeux à l'issue d'une nouvelle architecture institutionnelle, qui n'est pas toujours précédée par un dialogue métropolitain « officiel ». Il est ainsi intéressant d'analyser l'émergence des espaces informels (*soft spaces*) de dialogue territorial métropolitain (p.ex. Inter-Scot en France), libre de pouvoir et de relations de force, mais générant des langages, savoirs et connaissances partagé(e)s, qui peuvent favoriser la création des structures de gouvernance plus forte, sachant que le passage du *soft* vers le *hard* ne constitue une seule direction appropriée. Quelle est la logique d'émergence des espaces informels de dialogue territorial métropolitain ? Quels sont les acteurs et les sujets de dialogues territorial métropolitain ? Quel sont des résultats directs et indirects, à court et à longue terme de dialogue territorial métropolitain ?

La gouvernance des écosystèmes universitaires et industriels

Les métropoles sont des lieux où invariablement des écosystèmes universitaires et industriels se forment. Il s'agit d'un actif que les collectivités territoriales et métropolitaines se doivent d'exploiter

davantage. La question est de savoir quelles sont les instruments et les pratiques qui favorisent la coordination et la coopération régionale entre les autorités publiques, les institutions œuvrant dans le domaine de la recherche universitaire et les grappes industrielles présentent dans une région ?

Données ouvertes, intelligence artificielle et gouvernance métropolitaine

La gouvernance métropolitaine implique la gestion de systèmes complexes qui affectent un grand nombre de personnes. Avec l'avènement des données ouvertes et de l'IA, les instances métropolitaines peuvent potentiellement tirer parti de ces ressources pour améliorer les processus de prise de décision et les services publics. Les données ouvertes peuvent jouer un rôle crucial dans la gouvernance métropolitaine en permettant de meilleurs processus de prise de décision. En mettant les données à la disposition du public, les instances métropolitaines peuvent mieux comprendre les besoins de leurs citoyens et allouer les ressources plus efficacement. Pour sa part, l'IA peut potentiellement être utilisée pour améliorer la gouvernance métropolitaine en automatisant les processus et en fournissant des informations sur des systèmes complexes. Par exemple, l'IA peut être utilisée dans la prévision des catastrophes naturelles, l'amélioration des transports publics et l'optimisation de la gestion des déchets. En revanche, si les données ouvertes et l'IA offrent un grand potentiel pour améliorer la gouvernance métropolitaine, il y a aussi des risques à identifier et des défis à relever. Par exemple, l'IA peut présenter des risques liés à la protection de la vie privée des individus ; ou encore, l'utilisation de données non pertinentes, non représentatives ou de mauvaise qualité peut également entraîner des biais dans les algorithmes. Bref nous nous interrogeons ici sur les deux questions suivantes. Comment exploiter le potentiel des données ouvertes et de l'IA dans la gouvernance métropolitaine de manière à prendre de meilleures décisions et fournir de meilleurs services publics ? Comment aborder les défis et les risques associés à ces technologies pour s'assurer qu'elles sont utilisées de manière éthique et dans l'intérêt des citoyens ?